

Une alternative au non à Strasbourg

Comment renouer avec la dynamique constructive des pères fondateurs ?
Le Figaro, 15 juin 2005

PAR HENRI DE GROSSOUVRE *

Après les non de deux pays fondateurs de l'Union et la suspension du référendum britannique, le Think Tank * créé en octobre 2004 à Strasbourg travaille sur des alternatives opérationnelles à la relance de l'Europe politique. L'ambition politique initiale des Six fut de moins en moins partagée lors des adhésions successives. Des considérations essentiellement économiques ont motivé les adhésions des îles Britanniques et du Danemark, puis celles des pays du sud de l'Europe, et enfin celles des pays d'Europe centrale. L'AELE et le Conseil nordique n'ayant pu devenir de véritables alternatives, la plupart des pays membres de ces organisations ont adhéré contraints et forcés. Seule l'adhésion de l'Autriche fait exception, cette dernière ayant toujours manifesté sa volonté de participer aussi à la construction politique européenne. La fuite en avant dans un élargissement sans fin critiquée récemment par Wolfgang Schäuble (1) a atteint ses limites. Les citoyens des pays européens veulent savoir où va la construction européenne et quelles en seront ses frontières. Du lendemain de la guerre à la chute du mur, la construction européenne n'était qu'une partie du grand jeu de la guerre froide. Depuis 1945, pour la première fois de leur histoire, les pays européens ne sont plus acteurs des relations internationales. Or un nouveau monde est né avec la fin de la Russie soviétique et la réunification de l'Europe. Une page est définitivement tournée et les pays européens se trouvent aujourd'hui à la croisée des chemins : soit ils existent politiquement et sont à même de maîtriser leurs intérêts vitaux, soit ils demeurent une province de l'ensemble atlantique.

Seule une relance politique par un petit groupe de pays, qu'on l'appelle groupe de pays pionniers, noyau dur, avant-garde, Europe à géométrie variable, peut aujourd'hui permettre de relancer la construction politique européenne. Karl Lamers a récemment proposé une relance politique par un noyau dur à partir de la défense européenne (Le Figaro, 31 mai). Une Europe politique ne peut assurément exister sans défense commune.

Seules la France et l'Allemagne sont à même de former un noyau dur opérationnel et, à droite comme à gauche, les partisans de cette forme de relance l'ont régulièrement rappelé (Lamy/Verheugen, Lamers/Schäuble, Strauss-Kahn, Bourlanges, Villepin...). «*Si, un jour, il y a un vrai risque de dilution, la bonne réponse, parce que c'est la seule version possible du "noyau dur", c'est une fédération franco-allemande.*» (2). Or, depuis la réunification allemande, la coopération entre Paris et Berlin fonctionne mal et nos partenaires considèrent ce tandem avec suspicion. Il nous faut donner des gages d'ouverture aux petits pays et surtout à l'Europe centrale.

Nous proposons la création d'une fédération qui comprendrait la France, l'Allemagne et trois petits pays : la Belgique, le Luxembourg et la Hongrie. Nous avons d'ores et déjà chargé des experts de travailler sur les formes politique, économique et institutionnelle que pourrait prendre une telle fédération. Après le conseil européen de décembre 2003 et l'échec partiel de la CIG sur le projet de traité constitutionnel, Peter Medgyessy, chef du gouvernement hongrois, a rencontré le président français. A la suite de cette rencontre, le ministre des Affaires étrangères hongrois, Laszlo Kovacs, et le premier ministre, Peter

Medgyessy, ont déclaré au cours d'une conférence de presse que la Hongrie souhaitait faire partie de cette avant-garde politique européenne. Strasbourg, de par sa situation géographique et à partir des institutions et organisations qu'elle abrite, a vocation à devenir le centre de décision politique de ce noyau dur et le point de convergence des experts et des débats sur l'Europe stratégique. Strasbourg est très bien placée pour accueillir la future autorité de surveillance du programme Galileo. Comme la Belgique et le Luxembourg, l'Alsace est riche de sa double culture française et germanique. Historiquement, culturellement et économiquement, l'Alsace appartient déjà à l'Europe centrale. Un Slovène, un Viennois, un habitant de Cracovie ou de Budapest se sent chez lui à Strasbourg.

La logique de l'élargissement sans fin mène à une Europe marché, une vaste zone de libre-échange sans poids politique. En revanche, une relance politique par un groupe de pays pionniers laissant la porte ouverte aux pays de l'Union souhaitant les rejoindre mène à une Europe puissance, donc une Europe capable de peser dans un monde redevenu multipolaire, une Europe à même de discuter avec la Chine, l'Inde et les Etats-Unis, et enfin une Europe où la concurrence ne prime pas sur la solidarité.

Paradoxalement, tant la situation intérieure française que la situation internationale y sont propices. La Russie et la Turquie se rencontrent au Kremlin du 8 au 10 juin sur l'Asie centrale. Fin juin, les chefs d'Etat et de gouvernement de Russie, d'Inde et de Chine se rencontrent au lac Baïkal. Des accords énergétiques sont en discussion entre l'Iran, la Chine et l'Inde : il est question de la construction d'un oléoduc et d'un gazoduc allant d'Iran en Chine, en passant par le Pakistan puis l'Inde. C'est-à-dire qu'à l'Est de l'Union les principales puissances européennes et asiatiques préparent leur autonomie stratégique, ont des intérêts communs avec l'Europe et sont prêtes à favoriser l'émergence d'une Europe politique forte. Sur le plan intérieur, le nouveau premier ministre, Dominique de Villepin, a été en 2003, après la réélection surprise de G. Schröder, l'homme de la relance de la coopération franco-allemande (compromis avec l'Allemagne sur la PAC...). Il a surtout été le plus actif promoteur d'une Union franco-allemande comme base ouverte d'un noyau dur européen capable de devenir le moteur politique de toute l'Europe (*Le Monde*, 13 novembre 2003).

En juillet, la Grande-Bretagne prendra la présidence de l'Union. Nous aurons besoin de cette période pour réfléchir aux modalités de la relance politique. Après ces six mois, l'Autriche succédera aux Britanniques ; gageons que si nos cinq pays donnaient corps à leur projet, l'Autriche ne s'opposerait pas à cette initiative. L'Autriche compléterait d'ailleurs avantageusement notre avant-garde en lui donnant une continuité territoriale.

* Responsable du *ThinkTank* créé le 1^{er} octobre 2004 à Strasbourg au sein de l'ADA (Agence de développement Alsace). (1) *Le Point*. (2) P. Lamy, *Le Monde*, 31 mars 2003.